

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MSIM FUND MANAGEMENT (IRELAND) LIMITED

Siège social : 24-26 City Quay – Dublin 2 (Irlande)

Numéro d'immatriculation : 616661

Rapport annuel et états financiers audités - 31 décembre 2024**I. – Bilan**

(En milliers de dollars.)

Actif	Note	2024	2023
Trésorerie et dépôts à court terme	9	111 817	92 374
Prêts et avances	11	—	11 153
Clients et autres débiteurs	12	152 262	212 581
Actifs d'impôts courants		4 442	1 314
Actifs d'impôts différés	16	28 524	29 327
Autres actifs	13	11 326	7 238
Participations dans des filiales	14	—	—
Immobilisations corporelles		553	598
Total de l'actif		308 924	354 585

Dettes et capitaux propres	Note	2024	2023
Fournisseurs et autres créanciers	17	97 151	119 490
Dette et autres emprunts	18	73 407	90 302
Provisions		40	40
Passifs d'impôts courants		637	1 954
Engagements de retraite et assimilés	24	494	825
Total du passif		171 729	212 611
Capitaux propres			
Capital social	19	72 156	171 801
Prime d'émission d'actions	19	1 201	1 201
Réserve de change	19	1 625	-3 071
Réserve pour les retraites	19	273	21
Résultats non distribués		61 940	-27 978
Total des capitaux propres		137 195	141 974
Total du passif et des capitaux propres		308 924	354 585

Les notes des pages 23 à 36 font partie intégrante des états financiers.

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil et leur publication a été autorisée le 17 avril 2025.

Signé au nom du Conseil d'administration

E Keenan Administrateur
Le 17 avril 2025M P Hodson Administrateur
Le 17 avril 2025**II. – Compte de résultat**

(En milliers de dollars.)	Note	2024	2023
Commissions	4	1 250 815	1 169 230
Autres produits	5	—	320
Total des produits hors intérêts		1 250 815	1 169 550
Produits financiers		4 555	5 509
Charges financières		-3 357	-3 848
Produits d'intérêts nets		1 198	1 661
Produit net		1 252 013	1 171 211
Gains sur les investissements dans des filiales	6	—	13 421

Pertes sur les investissements dans les filiales	6	—	-13 520
Charges hors intérêts :			
Autres charges	7	-1 217 334	-1 135 896
Résultat avant impôt		34 679	35 216
Charge d'impôt sur le résultat	8	-7 930	-7 766
Bénéfice de l'exercice		26 749	27 450

Toutes les opérations se sont poursuivies au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
Les notes des pages 23 à 36 font partie intégrante des états financiers.

III. – État du résultat global

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Bénéfice de l'exercice	26 749	27 450
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	252	-724
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat :		
Réserve de change :		
Écarts de change résultant des opérations à l'étranger	4 696	-2 720
Autres éléments du résultat global après impôt sur le résultat	4 948	-3 444
Résultat global de l'exercice imputable aux propriétaires de la société	31 697	24 006

Les notes des pages 23 à 36 font partie intégrante des états financiers.

IV. – État des variations des capitaux propres

(En milliers de dollars.)	Note	2024	2023
Capital social - au 1 ^{er} janvier		171 801	171 801
Réduction de la valeur nominale du capital social	19	-99 645	—
Capital social - au 31 décembre		72 156	171 801
Prime d'émission - aux 1 ^{er} janvier et 31 décembre	19	1 201	1 201
Réserve de conversion - au 1 ^{er} janvier		-3 071	-351
Écarts de change résultant des opérations à l'étranger		4 696	-2 720
Réserve de conversion - au 31 décembre	19	1 625	-3 071
Réserve pour retraites - au 1 ^{er} janvier		21	745
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies		252	-724
Réserve de retraite - au 31 décembre	19	273	21
Résultats non distribués - au 1 ^{er} janvier		-27 978	-55 428
Bénéfice de l'exercice		26 749	27 450
Réduction de la valeur nominale du capital social	19	99 645	—
Dividendes	20	-40 000	—
Crédit d'impôt différé		3 524	—
Résultats non distribués - au 31 décembre		61 940	-27 978
Autres éléments du résultat global pour l'exercice		4 948	-3 444
Total du résultat global pour l'exercice		31 697	24 006
Total des capitaux propres au 31 décembre		137 195	141 974

Les notes des pages 23 à 36 font partie intégrante des états financiers.

V. – Notes annexes aux états financiers

1. – Informations sur la société

La Société est constituée et domiciliée à Dublin, en Irlande, à l'adresse suivante : 24-26 City Quay, Dublin 2, D02NY19, Irlande. La Société est une société privée et est limitée par des actions. Le numéro d'immatriculation de la Société est le 616661.

La société mère immédiate de la Société est Morgan Stanley International Limited, dont le siège social est sis 25 Cabot Square, Canary Wharf, Londres, Angleterre, E14 4QA, et est enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles. Des copies de ses états financiers peuvent être obtenues auprès du Registrar of Companies for England and Wales, Companies House, Crown Way, Cardiff, CF14 3UZ.

L'entité mère ultime de la Société et le groupe le plus petit et le plus important dont la Société est membre et pour lequel des états financiers du Groupe sont préparés est Morgan Stanley. Morgan Stanley, ainsi que la Société et les autres entreprises filiales de Morgan Stanley, forment le Groupe Morgan Stanley. Morgan Stanley est constituée dans l'État du Delaware, aux États-Unis d'Amérique. Des copies de ses états financiers peuvent être obtenues à l'adresse www.morganstanley.com/investorrelations.

2. – Base de préparation

La Société n'est pas tenue de préparer des états financiers consolidés en vertu de l'exemption prévue à la section 300 de la loi sur les sociétés (Companies Act) de 2014. Les résultats de la Société sont inclus dans les états financiers de Morgan Stanley, qui a préparé des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, est constituée dans l'État du Delaware, aux États-Unis d'Amérique. Les états financiers présentent donc des informations sur la Société en tant qu'entité individuelle et non sur son groupe.

a. – Déclaration de conformité

Les présents états financiers sont préparés conformément aux pratiques comptables généralement acceptées en Irlande (normes comptables irlandaises et lois applicables), y compris la norme FRS 101.

La Société répond à la définition d'une entité éligible telle que définie dans la norme d'information financière « Financial Reporting Standard 101 Reduced Disclosure Framework ». La Société s'est prévaluée des exemptions de divulgation disponibles en vertu de la norme FRS 101 en ce qui concerne l'évaluation de la juste valeur, les instruments financiers, la gestion des fonds propres, la présentation d'un état des flux de trésorerie, les normes comptables non encore adoptées, les transactions avec des parties liées et les contrats de location.

Le cas échéant, des informations équivalentes ont été fournies dans les comptes de groupe de Morgan Stanley, dans lesquels la Société est consolidée. Des copies des comptes de Morgan Stanley peuvent être obtenues comme précisé dans la note 1 « Informations sur l'entreprise ».

b. – Nouvelles normes et interprétations adoptées au cours de l'exercice

Les normes et amendements à des normes applicables aux opérations de la Société qui ont été adoptés au cours de l'exercice sont décrits ci-après. Sauf indication contraire, ces normes et amendements aux normes n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Amendements à IFRS 16 « Contrats de location » : l'IASB a publié en septembre 2022 les règles concernant l'obligation locative découlant d'une transaction de cession-bail pour application rétrospective sur les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Les amendements ont été approuvés par l'UE en novembre 2023.

Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » : le document Classement des passifs en passifs courants et non courants a été publié par l'IASB en janvier 2020 et modifié en juillet 2020 et en octobre 2022, pour application rétrospective sur les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Les amendements ont été approuvés par l'UE en janvier 2024.

Amendements à IAS 1 : les Passifs non courants assortis de clauses restrictives (« covenants ») ont été publiés par l'IASB en octobre 2022 pour une application sur les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Les amendements ont été approuvés par l'UE en janvier 2024.

Il n'y a pas eu d'autres normes, amendements aux normes ou interprétations pertinents pour les opérations de la Société qui ont été adoptés au cours de l'exercice.

c. – Base de mesure

Les états financiers de la Société sont préparés sur la base du coût historique, sauf pour certains instruments financiers qui ont été évalués à leur juste valeur comme expliqué dans les politiques comptables ci-dessous, et conformément aux normes comptables applicables, y compris la norme FRS 101 et la loi sur les sociétés (Companies Act) de 2014.

d. – Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude d'estimation

Lors de la préparation des états financiers, la Société examine les jugements et les estimations qui affectent l'application des politiques comptables et des montants déclarés.

Les jugements comptables critiques sont des décisions clés prises par la direction dans l'application des politiques comptables de la Société, autres que celles impliquant des estimations, qui ont l'effet le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Les principales sources d'incertitude dans les estimations représentent les hypothèses et les estimations faites par la direction qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement important de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

Le jugement critique dans l'application des politiques comptables de la Société est la consolidation d'entités structurées. La Société détermine si elle contrôle et doit donc consolider une entité structurée lors de sa première implication et réévaluer de manière continue tant qu'elle est en implication continue avec l'entité structurée. Voir note 15 « Intérêts dans les entités structurées ».

Il n'existe aucune source clé d'incertitude d'estimation au cours de la période considérée qui pourrait présenter un risque important de provoquer un ajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

La Société évalue régulièrement les jugements comptables critiques et les principales sources d'incertitude d'estimation et estime que ces derniers sont raisonnables.

e. – L'hypothèse de la continuité de l'exploitation

Les activités commerciales de la Société, ainsi que les facteurs susceptibles d'affecter son développement futur, sa performance et sa position, et les objectifs, politiques et processus de la Société pour la gestion de son capital ; ses objectifs de gestion du risque financier ; et son exposition au risque de crédit et au risque de liquidité, sont reflétées dans le rapport des administrateurs aux pages 3 à 15. Comme indiqué dans le rapport des administrateurs, conserver suffisamment de capital et de liquidité pour résister aux pressions du marché reste essentiel pour la stratégie du Groupe Morgan Stanley et de la Société.

En tenant compte des facteurs ci-dessus, les administrateurs estiment que la Société aura accès à des ressources adéquates pour poursuivre son existence opérationnelle dans un avenir proche, c'est-à-dire au moins 12 mois après la date d'approbation des présents états financiers. En conséquence, ils continuent d'adopter la base de la continuité d'activité dans l'établissement du rapport annuel et des états financiers audités.

3. – Résumé des politiques comptables importantes**a. – Devise fonctionnelle**

Les éléments inclus dans les états financiers sont mesurés et présentés en dollars américains, la devise du principal environnement économique dans lequel la Société opère.

Tous les montants en devises figurant dans les états financiers et le rapport des administrateurs sont arrondis au millier de dollars US le plus proche, sauf indication contraire.

b. – Devises étrangères

Tous les actifs et passifs monétaires libellés dans des devises autres que le dollar américain sont convertis en dollars américains aux taux en vigueur à la date de déclaration. Les transactions et les actifs et passifs non monétaires libellés dans des devises autres que le dollar américain sont enregistrés aux taux en vigueur aux dates des transactions.

Les actifs et les passifs des opérations étrangères sont convertis en dollars américains en utilisant la méthode du taux de clôture. Les écarts de conversion découlant des investissements nets dans les opérations étrangères sont imputés à la « Réserve de conversion de devises ». Tous les autres écarts de conversion sont comptabilisés en résultat. Les écarts de conversion comptabilisés en résultat sont présentés dans les « Autres produits » ou « Autres charges », à l'exception des cas indiqués à la note 3(c) ci-après.

c. – Instruments financiers

i) Actifs et passifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti comprennent les liquidités et les dépôts à court terme, certains prêts et avances, ainsi que certaines créances commerciales et autres.

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti lorsque l'objectif du modèle économique de la Société est de collecter les flux de trésorerie contractuels des actifs et lorsque ces flux de trésorerie sont uniquement des paiements du principal et des intérêts sur le montant principal en circulation jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux stipulations contractuelles de l'instrument. Les instruments sont initialement évalués à la juste valeur (voir note 3(e) ci-dessous) puis évalués au coût amorti moins la provision pour pertes sur créances anticipées (« ECL »). Les intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat à la rubrique « Intérêts », en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (« EIR ») comme décrit ci-dessous. Les coûts de transaction sont des coûts incrémentiels qui sont directement attribuables à l'acquisition, l'émission ou la cession d'un instrument financier. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier sont ajoutés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Les ECL et les reprises sur cette provision sont comptabilisées dans le compte de résultat à la rubrique « Perte nette de valeur sur les instruments financiers ».

Les passifs financiers classés au coût amorti incluent les dettes commerciales et autres dettes et autres emprunts.

Les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux stipulations contractuelles de l'instrument et sont initialement évalués à la juste valeur (voir note 3(e) ci-dessous) puis évalués au coût amorti. Les intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat dans « Charges d'intérêts » à l'aide de la méthode EIR décrite ci-dessous. Les coûts de transaction directement imputables à l'émission d'un passif financier sont déduits de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

La méthode EIR est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier (ou d'un groupe d'instruments financiers) et d'allocation des intérêts créditeurs ou des intérêts débiteurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. L'EIR est le taux qui permet d'escompter avec précision les futurs paiements et encaissements en espèces estimés sur la durée de vie prévue de l'instrument financier (ou, le cas échéant, sur une période plus courte) par rapport à la valeur comptable de l'instrument financier. L'EIR est établi lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier. Le calcul de l'EIR inclut tous les frais et commissions payés ou reçus, les coûts de transaction et les remises ou primes qui font partie intégrante de l'EIR.

ii) Investissements dans des filiales

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée à, ou a des droits sur, des rendements variables de son implication avec l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité.

Les investissements dans les filiales sont indiqués au coût, moins la provision pour dépréciation (voir note 3(g) ci-dessous). Les dividendes et les reprises sur provision pour dépréciation sont comptabilisés dans le compte de résultat à la rubrique « Gains sur les investissements dans les filiales ». Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat à la rubrique « Pertes sur les investissements dans les filiales ».

d. – Regroupement d'entreprises sous contrôle commun

Les regroupements d'entreprises sous contrôle commun, lorsque toutes les activités du regroupement sont contrôlées in fine par la même partie avant et après le regroupement d'entreprises, sont comptabilisés à l'aide de la méthode de comptabilisation des valeurs des prédécesseurs. Cela implique de comptabiliser les actifs et passifs non financiers de l'entreprise acquise à la valeur comptable des prédécesseurs sans modification pour refléter la juste valeur de ces actifs et passifs, et les actifs et passifs financiers de l'entreprise acquise à la juste valeur. Toute différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et des passifs à la date du transfert est comptabilisée comme un ajustement des capitaux propres dans les résultats non distribués.

Après l'acquisition, le compte de résultat comprend les revenus reçus et les dépenses encourues par une entreprise non constituée en société ou les activités acquises.

Lorsque des filiales ou des activités sont vendues ou transférées à une autre entité sous contrôle commun, toute différence entre la contrepartie reçue et la valeur comptable de la filiale ou de l'activité cédée est enregistrée dans le compte de résultat dans « Gains/(pertes) nets sur les investissements dans des filiales ». Lorsque la contrepartie du transfert est reçue sous forme d'actions, celles-ci sont enregistrées à la valeur comptable cumulée des actifs et passifs cédés.

e. – Juste valeur

Mesure de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif (c.-à-d. le « prix de sortie ») dans une transaction ordonnée entre des participants au marché à la date de mesure.

Pour tous les instruments financiers, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur, en raison de la nature à court terme de ces actifs et passifs.

f. – Modification et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif expirent, ou lorsqu'elle transfère l'actif financier et pratiquement tous les risques et avantages de la propriété de l'actif.

Si l'actif a été transféré et que la Société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, alors la Société détermine si elle a conservé le contrôle de l'actif.

Si la Société a conservé le contrôle de l'actif, elle continue de comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans l'actif financier. Si la Société n'a pas conservé le contrôle de l'actif, elle décomptabilise l'actif et reconnaît séparément tous les droits ou obligations créés ou retenus dans le transfert.

La renégociation ou la modification des flux de trésorerie contractuels d'un instrument financier peut entraîner une décomptabilisation lorsque la modification est « substantielle », déterminée par une évaluation qualitative de la différence significative entre les conditions contractuelles révisées d'un instrument financier, comme un prêt, et celles de l'instrument financier initial. Si l'évaluation qualitative n'est pas claire, un test quantitatif de flux de trésorerie de 10 % est effectué.

Lorsque les modifications n'entraînent pas la décomptabilisation de l'instrument financier, la valeur comptable brute de l'instrument financier est recalculée et un gain/(perte) de modification est comptabilisé dans le compte de résultat.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre la valeur comptable précédente et la somme de toute contrepartie reçue est comptabilisée en résultat.

La Société décomptabilise les passifs financiers lorsque les obligations de la Société sont acquittées ou annulées ou lorsqu'elles expirent.

g. – Dépréciation des instruments financiers

La Société comptabilise les provisions pour pertes pour ECL pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Pour les actifs financiers, les ECL sont la valeur actuelle des déficits de trésorerie (c.-à-d. la différence entre les flux de trésorerie contractuels et attendus) sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, actualisée à l'EIR de l'actif.

Lors de l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit (« SICR »), la Société tient compte à la fois des informations quantitatives et qualitatives et de l'analyse basée sur l'expérience historique de la Société et l'évaluation du risque de crédit par des experts, y compris les informations prospectives.

Lorsqu'il n'y a pas d'antécédents de pertes sur créances et que cela devrait persister à l'avenir pour des raisons structurelles ou autres, il peut être déterminé que les ECL d'un instrument financier ne sont pas importantes et que la reconnaissance des ECL peut ne pas être nécessaire.

La Société mesure les ECL sur une base d'actifs individuels et n'a pas d'actifs financiers achetés ou générés en crédit déprécié (« POCI »).

Les ECL sont comptabilisées en résultat dans les « Autres charges ». Les ECL sur les actifs financiers mesurés au coût amorti sont présentées comme une provision ECL réduisant la valeur comptable nette dans l'état de la situation financière.

Les pertes de dépréciation sur les investissements dans les filiales sont mesurées comme la différence entre le coût et le montant recouvrable estimé actuel. Lorsque le montant recouvrable est inférieur au coût, une dépréciation est comptabilisée en résultat en « Pertes sur les investissements dans des filiales » et reflétée par rapport à la valeur comptable de l'actif déprécié dans l'état de la situation financière.

h. – Comptabilisation des revenus et actifs et passifs contractuels

Les frais et commissions classés dans la catégorie « Revenus de frais et commissions » dans le compte de résultat incluent les frais de gestion, de distribution, d'administration et de performance. Ceux-ci sont généralement comptabilisés lorsque les services sont exécutés et que les commissions sont connues, sauf pour les commissions de performance comme indiqué ci-dessous :

- Les frais de gestion d'investissement sont principalement basés sur des pourcentages prédéterminés de la valeur de marché des AuM.
- Les frais de distribution sont perçus sur certains fonds gérés par la Société et sont principalement évalués à des pourcentages prédéterminés, en fonction de la classe d'actions.
- Les frais administratifs sont perçus sur certains fonds gérés par la Société pour rembourser les frais, charges, frais et dépenses encourus en relation avec l'administration des fonds. Ils sont principalement évalués à des pourcentages fixes prédéterminés.
- Les commissions de performance proviennent de certains produits d'investissement. Elles sont acquises en dépassant les seuils de rendement relatif et/ou absolu spécifiés. Les commissions de performance ne sont comptabilisées que lorsque l'obligation de performance est satisfaite, à l'issue de la période de mesure, qui varie selon le produit ou le compte, et peut être mensuelle, trimestrielle, annuelle ou plus longue.

Autres éléments

Les créances provenant de contrats avec des clients sont comptabilisées dans « Clients et autres débiteurs » dans l'état de la situation financière lorsque les obligations de performance sous-jacentes ont été satisfaites et que la Société a le droit, conformément au contrat, de facturer le client. Les actifs contractuels sont comptabilisés lorsque la Société a satisfait à ses obligations de performance et que le paiement du client est conditionnel, et sont présentés dans « Autres actifs ». Les passifs contractuels sont comptabilisés lorsque la Société a collecté le paiement d'un client sur la base des termes du contrat, mais que les obligations de performance sous-jacentes ne sont pas encore satisfaites, et sont présentés dans « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les coûts supplémentaires pour obtenir le contrat sont passés en charges si la durée du contrat est inférieure ou égale à un an. Les revenus ne sont pas actualisés lorsque le paiement est prévu dans un délai d'un an.

i. – Impôt sur le résultat

La charge d'impôt représente la somme de l'impôt actuellement payable et de l'impôt différé.

L'impôt actuellement payable est calculé sur la base du bénéfice imposable pour l'exercice. Le bénéfice imposable peut différer du bénéfice/(perte) avant impôt tel que déclaré dans le compte de résultat, car il exclut les éléments de revenu ou de dépenses qui sont imposables ou déductibles d'autres années et les éléments qui ne sont jamais imposables ou déductibles. Le passif de la Société pour l'impôt courant est calculé à l'aide des taux d'imposition qui ont été promulgués ou substantiellement promulgués à la date de déclaration. L'impôt courant est imputé au débit ou au crédit du compte de résultat, sauf s'il concerne des éléments imputés directement aux autres produits et charges ou aux fonds propres, auquel cas l'impôt courant est également comptabilisé dans les autres produits et charges ou les fonds propres respectivement.

Les actifs d'impôts courants sont compensés par les passifs d'impôts courants lorsqu'il existe un droit exécutoire de compenser les actifs d'impôts courants par les passifs d'impôts courants et que la Société a l'intention de régler ses actifs d'impôts courants et ses passifs d'impôts courants sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

j. – Impôt différé

L'impôt différé est l'impôt qui devrait être payable ou recouvrable sur les différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers et les bases fiscales correspondantes utilisées dans le calcul des bénéfices imposables, et est comptabilisé à l'aide de la méthode du passif du bilan. Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables et les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les bénéfices imposables seront disponibles et que des différences temporaires déductibles pourront être utilisées.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables survenant sur des investissements dans des filiales et des associés, sauf lorsque la Société est en mesure de contrôler l'inversion de la différence temporaire et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est examinée à chaque date de déclaration et limitée dans la mesure où il est probable qu'il y aura suffisamment de bénéfices imposables pour permettre le recouvrement de tout ou partie de l'actif.

L'impôt différé est calculé aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer au cours de la période au cours de laquelle le passif est réglé ou l'actif est réalisé, sur la base des lois qui ont été promulguées ou qui ont été promulguées de manière substantielle à la date de déclaration. Les impôts différés sont imputés ou crédités dans le compte de résultat, sauf s'ils concernent des éléments imputés ou crédités directement dans les autres éléments du résultat global ou des actions, auquel cas l'impôt différé est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou dans les fonds propres, respectivement.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit exécutoire de compenser les actifs d'impôts courants par les passifs d'impôts courants et lorsqu'ils concernent les impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et que la Société a l'intention de régler ses actifs d'impôts courants et ses passifs d'impôts courants sur une base nette.

k. – Régimes de rémunération des employés

Plans de rémunération en actions réglés en instruments de capitaux propres

Morgan Stanley émet des attributions sous la forme d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« RSU ») aux employés du Groupe Morgan Stanley pour des services rendus à la Société. Les attributions sont réglées en instruments de capitaux propres et le coût des transactions fondées sur des instruments de capitaux propres avec les employés est évalué en fonction de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur des RSU est basée sur le prix du marché des actions ordinaires de Morgan Stanley mesuré en tant que prix moyen pondéré en fonction du volume à la date d'attribution (« VWAP »). La juste valeur des RSU qui n'ont pas droit aux dividendes jusqu'à la conversion est mesurée à VWAP, réduite de la valeur actuelle des dividendes qui devraient être payés sur les actions sous-jacentes avant la date de conversion prévue.

Les primes contiennent généralement des dispositions de récupération et d'annulation. Certaines primes donnent à Morgan Stanley le pouvoir discrétionnaire de récupérer ou d'annuler tout ou partie de la prime dans des circonstances spécifiées. Lorsque les conditions d'attribution sont considérées comme subjectives, il n'est pas possible d'établir une date d'attribution et les frais de rémunération pour ces attributions sont ajustés en fonction des variations de la juste valeur des actions ordinaires de Morgan Stanley jusqu'à la conversion. Suite aux modifications visant à clarifier les conditions subjectives spécifiques de la prime, à partir d'avril 2023, une date d'attribution des primes a été établie de sorte que les frais de rémunération pour ces primes ne soient plus ajustés en fonction des variations de la juste valeur des actions ordinaires de Morgan Stanley.

La Société comptabilise le coût de la rémunération sur la période d'acquisition concernée pour chaque portion d'acquisition distincte de la prime. Une estimation des attributions qui seront perdues avant l'acquisition en raison du non-respect des conditions de service est prise en compte dans le calcul du coût total de la rémunération à amortir au cours de la période d'acquisition concernée.

En vertu des accords de rétrofacturation du Groupe Morgan Stanley, la Société paie Morgan Stanley pour l'achat d'actions. La Société verse à Morgan Stanley la juste valeur à la date d'attribution et tout mouvement ultérieur de la juste valeur jusqu'au moment de la conversion de l'attribution et de la remise des actions aux employés.

Les charges de rémunération en actions sont enregistrées dans « Autres charges » dans le compte de résultat.

l. – Engagements de retraite et assimilés

La Société gère des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies.

Les cotisations dues en relation avec les régimes de retraite à cotisations définies de la Société sont comptabilisées dans « Coûts directs du personnel » dans « Autres dépenses » dans le compte de résultat lorsqu'elles sont payables.

Les obligations du régime à prestations définies sont mesurées sur une base actuarielle conformément aux conseils d'un actuaire qualifié indépendant en utilisant la méthode de crédit unitaire projeté, et actualisées à un taux qui reflète le taux de rendement actuel sur une obligation d'entreprise de haute qualité de même échéance et dans la même devise que celles des passifs du régime.

Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur à la date de déclaration. Un surplus ou un déficit d'actifs de régime sur les passifs de régime est comptabilisé dans l'état de la situation financière en tant qu'actif ou passif, respectivement. Si la juste valeur des actifs du régime est supérieure à la valeur actuelle de l'obligation à prestations définies, la mesure de l'actif à prestations définies résultant est limitée au plafond sur actifs. Le plafond sur actifs correspond à la valeur actuelle des avantages économiques auxquels la Société a accès sans condition sous la forme de remboursements du régime ou de réductions des cotisations futures au régime, et l'ajustement correspondant est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Pour calculer la valeur actuelle des avantages économiques, la Société détermine si elle aurait accès à une cotisation induite par l'exigence de financement minimal si la cotisation créait ou augmentait un excédent existant.

Le coût actuel du service et tous les coûts passés du service, ainsi que les intérêts nets sur l'obligation/actif net à prestations définies, sont imputés aux « Coûts directs du personnel » dans la rubrique « Autres dépenses » du compte de résultat. Les réévaluations qui interviennent dans le calcul de l'obligation nette de la Société pour chaque régime à prestations définies sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période au cours de laquelle elles ont lieu.

Les détails des régimes sont fournis dans la note 23 jointe aux présents états financiers.

4. – Commissions

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Commissions de gestion d'investissement	1 145 368	1 065 988
Frais d'administration	83 844	79 831
Frais de distribution	21 603	23 411
Total des commissions	1 250 815	1 169 230
<i>Dont le chiffre d'affaires des contrats avec les clients</i>	<i>1 121 841</i>	<i>1 045 634</i>

Le montant total des commissions comprend les transferts de revenus pour un montant total de 128 974 000 \$ (2023 : 123 596 000 \$) provenant d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley. Ces transferts sont conformes à la politique mondiale de Morgan Stanley Group en matière de prix de transfert et ne concernent pas les revenus issus des contrats avec les clients.

Les actifs contractuels issus des contrats avec les clients, inclus dans « Autres actifs » s'élèvent à 11 204 000\$ (2023 : 7 060 000\$). Il n'y a pas de passifs contractuels liés aux contrats avec les clients (2023 : aucun).

5. – Autres revenus

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Gains nets de change	—	320
Total des autres revenus	—	320

6. – Gains/(Pertes) nets sur les investissements dans des filiales

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Produits des dividendes	—	13 421

Gains sur les investissements dans des filiales	—	13 421
Pertes de valeur	—	-13 520
Perte sur les investissements dans les filiales	—	-13 520

Le détail des investissements dans les filiales est fourni dans la note 14 « Investissements dans les filiales ».

7. – Autres charges

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Coûts directs du personnel	48 607	55 243
Frais de gestion d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley liés aux frais de personnel	6 619	3 157
Dépenses liées au personnel	55 226	58 400
Frais de gestion d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley en relation avec d'autres services	1 098 913	1 021 060
Coûts d'administration	33 349	33 601
Frais de courtage	12 377	7 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	327	312
Pertes de change nettes	103	—
Rémunération de l'auditeur :		
Honoraires payables à l'auditeur de la Société et à ses associés pour les services :		
Audit	42	43
Services hors audit	8	38
Autres	16 989	14 652
Dépenses non liées au personnel	1 162 108	1 077 496
Total des autres dépenses	1 217 334	1 135 896

Les informations concernant les régimes de rémunération des employés sont fournies dans la note 23 « Régimes de rémunération des employés ».

Rémunération des auditeurs

Les frais et dépenses facturés par le Commissaire aux comptes de la Société, Deloitte Ireland LLP, au titre de l'exercice, concernent l'audit des états financiers de la Société. Les services hors audit correspondant aux prestations d'assurance réalisées par Deloitte Ireland LLP au cours de l'exercice. Sur l'exercice précédent, les frais hors audit correspondent aux services de conformité d'audit fournis par Deloitte GmbH à la succursale de Francfort.

Coûts du personnel

Le nombre moyen d'employés de la Société est analysé ci-dessous :

Nombre	2024	2023
Gestion des investissements	100	104
Services d'assistance	25	24
	125	128

Les coûts du personnel sont analysés ci-dessous :

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Salaires	42 018	48 398
Frais de sécurité sociale	4 653	5 209
Coûts de retraite	1 936	1 636
	48 607	55 243

La Société a également recours à des collaborateurs employés par d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley et supporte des frais de gestion relatifs à ces employés, qui sont comptabilisés en « Frais de gestion d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley liés aux frais de personnel ».

Le montant de la rémunération perçue par les administrateurs au titre de leurs services de qualification à la Société est indiqué dans la note 25 « Informations sur les parties liées ».

8. – Impôt sur le résultat

Analyse des dépenses de l'exercice

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Charge d'impôt courante / (bénéfice)		
Impôt sur les sociétés en Irlande		
Impôt courant	1 546	1 812
Ajustements au titre des années précédentes	-81	8
Impôt étranger		
Impôt courant	6 335	6 926
Ajustements au titre des années précédentes	-315	-268
Total des impôts courants	7 485	8 478
Charge/(crédit) d'impôt différé		
Origine et inversion des différences temporaires	558	-820
Ajustements au titre des années précédentes	-113	108
Total des impôts différés	445	-712
Charge d'impôt sur le résultat	7 930	7 766

Rapprochement du taux d'imposition effectif

La charge d'impôt sur le résultat de l'exercice en cours est plus élevée (2023 : plus élevée) que celle résultant de l'application du taux standard moyen de l'impôt sur les sociétés en Irlande pour l'exercice de 12,5 % (2023 : 12,5 %).

Les principales différences sont expliquées ci-dessous :

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Bénéfice avant impôt	34 679	35 216
Impôt sur le résultat en utilisant le taux standard moyen de l'impôt sur les sociétés en Irlande de 12,5 % (2023 : 12,5 %).	4 335	4 402
Impact sur l'impôt de :		
Charges / (produits) non déductibles à des fins fiscales	978	418
Effet des taux d'imposition dans les juridictions étrangères	3 180	2 916
Autres différences permanentes	-56	151
Impôt (sur)/sous-fourni au cours des années précédentes	-519	-152
Conversion de devises sur impôts	12	10
Provision pour dépréciation contre les investissements	—	12
Revenu exonéré d'impôt	—	9
Total des charges d'impôt sur le résultat dans le compte de résultat	7 930	7 766

La Société est assujettie à la législation du Pilier 2, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2024. La Société n'a aucune exposition actuelle à l'impôt en lien avec la législation Pilier 2, et a appliqué l'exception obligatoire au principe de comptabilisation des impôts différés de présentation d'information à leur sujet prévue par les amendements à IAS 12 : Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du pilier 2.

9. – Liquidités et dépôts à court terme

Un montant de 75 100 000 € (2023 : 27 000 000 €) est inclus dans le solde de trésorerie et de dépôts à court terme de 111 817 000 \$ (2023 : 92 374 000 \$) qui représente les liquidités séparées détenues conformément aux exigences réglementaires de la CBI.

10.. – Actifs et passifs financiers par catégorie de mesure

Tous les actifs et passifs financiers sont évalués au coût amorti.

11. – Prêts et avances

Les prêts et les avances de 11 153 000 \$ pour l'exercice précédent comprennent les montants dus par d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley.

12. – Créances clients et autres créances

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Créances clients	130 147	131 498
Autres créances :		
Montants dus par d'autres sociétés du Groupe Morgan Stanley	19 652	77 272
Autres créances	2 463	3 811
Total créances clients et autres créances	152 262	212 581

13. – Autres actifs

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Comptes de régularisation	11 326	7 238

14. – Participations dans des filiales

Sociétés filiales (En milliers de dollars.)	2024	2023
Coût		
Aux 1 ^{er} janvier et 31 décembre	13 520	13 520
Provisions pour dépréciation		
Au 1 ^{er} janvier	13 520	-
Provisions passées au cours de l'exercice	-	13 520
Au 31 décembre	13 520	13 520
Valeurs comptables		
Au 31 décembre	-	-

Les détails de l'investissement dans les filiales de la Société au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 sont les suivants :

Dénomination sociale	Adresse du siège social de l'entreprise	Types d'actions détenues	Proportion d'actions détenues		Pourcentage des droits de vote		Nature de l'activité
			2024	2023	2024	2023	
Eaton Vance Global Advisors Limited	70 Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland	Ordinaires	100 %	100 %	100 %	100 %	Services financiers (agrément retiré le 9 décembre 2021)

15. – Participations dans des entités structurées

La Société est impliquée dans diverses entités ad hoc dans le cours normal des affaires. Dans la plupart des cas, ces entités sont considérées comme des entités structurées.

Une entité structurée est une entité qui a été conçue de telle sorte que le vote ou des droits similaires ne sont pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité. La partie qui consolide l'entité structurée est l'investisseur qui contrôle l'entité structurée. Un investisseur contrôle une entité structurée lorsqu'il est exposé, ou détient les droits, à des rendements

variables de son implication avec l'entité structurée et a la capacité d'affecter ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité structurée.

La Société détient des participations dans des entités structurées sous la forme de commissions provenant de fonds de gestion d'investissement (OPCVM et FIA). La Société ne détient aucune participation dans ces fonds. Lorsque des participations sont détenues, elles sont détenues par une autre entreprise du Groupe Morgan Stanley.

La Société détermine si elle contrôle, et doit donc consolider, une entité structurée lors de son implication initiale avec l'entité structurée et réévalue si elle doit être consolidée de manière continue tant qu'elle est toujours impliquée dans l'entité structurée. Cette détermination est basée sur une analyse de la conception de l'entité structurée, y compris la structure et les activités de l'entité structurée ; une évaluation de l'importance des pouvoirs de prise de décision économique détenus par la Société et ses parties liées et la possible utilisation ou non de ces pouvoirs peuvent être utilisés pour affecter les rendements de ses investisseurs ; et la prise en compte de l'importance des intérêts directs et indirects dans l'entité structurée détenue par la Société et ses parties liées.

Le pouvoir de prendre les décisions économiques les plus importantes peut prendre différentes formes. Dans les structures de fonds, le pouvoir de nommer ou de diriger le gestionnaire de fonds est généralement le pouvoir le plus important.

Entités structurées sponsorisées non consolidées

La Société se considère comme le promoteur de certaines entités structurées non consolidées lorsqu'elle a été impliquée dans la création d'une entité structurée et lorsque la Société agit en tant que société de gestion. La Société sous-délègue les services de gestion d'investissement à d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley.

Le revenu des entités sponsorisées au cours de l'exercice s'élevait à 1 098 250 000\$ (2023 : 1 023 585 000\$). Ce revenu est comptabilisé en « Commissions » au compte de résultat. Ce revenu est transféré à d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley (après déduction des dépenses concernées) car la Société sous-délègue les services de gestion d'investissement à ces entreprises. Au cours des années en cours et précédentes, aucun actif n'a été transféré à ces entités parrainées.

16. – Crédits d'impôt différé

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires selon la méthode du passif du bilan. Le mouvement du compte d'impôt différé est le suivant :

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Au 1 ^{er} janvier	29 327	30 064
Ajustements au titre des années précédentes	113	-108
Montant comptabilisé dans le compte de résultat	-558	820
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	-97	-307
Montant comptabilisé en réserves	-120	-2 096
Ajustement de change	-141	954
Au 31 décembre	28 524	29 327

Aux fins de présentation dans l'état de la situation financière, certains actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés. Les impôts différés inclus dans l'état de la situation financière et les variations enregistrées dans la rubrique « Charges d'impôt sur le résultat » sont les suivants :

(En milliers de dollars.)	Actif d'impôts différés 2024	Compte de résultat 2024	Autres éléments du résultat global / Fonds propres 2024
Capital accéléré différé	-	-	-
Rémunération différée et avantages postérieurs à l'emploi	1 264	445	97
Écart d'acquisition	27 260	-	120
Autres différences temporaires	-	141	-
	28 524	586	217

(En milliers de dollars.)	Actif d'impôt différé 2023	Compte de résultat 2023	Autres éléments du résultat global / Fonds propres 2023
Capital accéléré différé	-	1	-
Rémunération différée et avantages postérieurs à l'emploi	1 947	212	307
Écart d'acquisition	27 380	-	2 096
Autres différences temporaires	-	-925	-
	29 327	-712	2 403

Les actifs d'impôts différés comptabilisés sont basés sur l'évaluation de la direction selon laquelle il est probable que la Société aura des bénéfices imposables sur lesquels les différences temporaires peuvent être utilisées.

17. – Dettes fournisseurs et autres dettes

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Fournisseurs et effets à payer	39 867	44 258
Autres dettes :		
Montants dus à d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley	32 054	50 084
Autres créiteurs	461	2 638
Autres impôts et cotisations sociales	1 016	1 071
Comptes de régularisation	23 753	21 439
Total des dettes fournisseurs et autres dettes	97 151	119 490

18. – Dette et autres emprunts

Les dettes et autres emprunts, à hauteur de 73 407 000 \$ (2023 : 90 302 000\$), représentent les montants dus à d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley. Les taux d'intérêt sont établis par la fonction Trésorerie du Groupe Morgan Stanley pour toutes les entités du Groupe Morgan Stanley. Le taux d'intérêt moyen facturé sur ce montant pendant l'exercice en cours était de 5 % (2023 : 5 %).

19. – Capitaux propres

	Actions ordinaires de 0,42 €/ 1 € chacune (1)	Actions ordinaires de 0,42 €/ 1 € chacune (1)
	Nombre	(En milliers de dollars.)
Allouées et entièrement libérées		
Aux 1 ^{er} janvier et 31 décembre	156 128 263	171 801
Réduction de capital :		
13 mai 2024	-	-99 645
Au 31 décembre 2024	156 128 263	72 156

(1) Au cours de l'exercice, la valeur nominale des actions ordinaires composant le capital de la Société a été ramenée de 1 € à 0,42 € en mai 2024.

Les détenteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes tels que déclarés occasionnellement. Ils disposent, dans un vote à main levée, d'une voix et dans un scrutin à bulletin secret, d'une voix par action lors des assemblées des actionnaires de la Société. Toutes les actions ont rang égal en ce qui concerne les actifs résiduels de la Société.

Toutes les actions ordinaires sont comptabilisées aux taux de change en vigueur à la date de libération des actions.

Réserves

Prime d'émission

Le « compte de prime d'actions » de 1 201 000\$ (2023 : 1 201 000 \$) comprend le capital levé dans les émissions d'actions supérieures à la valeur nominale des actions.

Réserve de conversion de devises

La « Réserve de conversion de devises » de 1 625 000 \$ (2023 : 3 071 000 \$) comprend tous les écarts de change découlant de la conversion du total des actifs moins le total des passifs des opérations étrangères.

Réserve de retraite

La « Réserve de retraite » de 273 000 \$ (2023 : 21 000 \$) comprend les gains ou pertes actuariels cumulés sur les actifs et les obligations des régimes, nets d'impôts courants. Des détails des régimes de retraite sont fournis dans la note 24 « Engagements de retraite et assimilés ».

20. – Dividendes

Les montants ci-après représentent les dividendes versés au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent :

Dividendes versés sur les actions ordinaires	2024	2023
Par action (En dollars.)	0,26	-
Total (en milliers de dollars.)	40 000	-

La Société se donne pour objectif de verser un dividende sur les actions ordinaires de 100 % des résultats non distribués générés au cours de l'exercice, sous réserve de l'évolution des opportunités stratégiques, des réserves distribuables et des exigences minimales de fonds propres.

21. – Échéance prévue des actifs et passifs

Le tableau ci-dessous présente une analyse des actifs et des passifs analysés en fonction du moment où ils devraient être recouverts, réalisés ou réglés.

(En milliers de dollars.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Inférieur ou égal à 12 mois	Plus de 12 mois	Total	Inférieur ou égal à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Actif						
Trésorerie et dépôts à court terme	111 817	—	111 817	92 374	—	92 374
Prêts et avances	—	—	—	—	11 153	11 153
Clients et autres débiteurs	151 040	1 222	152 262	212 563	18	212 581
Actifs d'impôt courant	4 442	—	4 442	1 314	—	1 314
Actifs d'impôts différés	3 220	25 304	28 524	3 030	26 297	29 327
Autres actifs	11 326	—	11 326	7 238	—	7 238
Immobilisations corporelles	—	553	553	—	598	598
	281 845	27 079	308 924	316 519	38 066	354 585
Passif						
Fournisseurs et autres créanciers	93 210	3 941	97 151	115 417	4 073	119 490
Dette et autres emprunts	—	73 407	73 407	90 302	—	90 302
Passifs d'impôts courants	637	—	637	1 954	—	1 954
Engagements de retraite et assimilés	—	494	494	375	450	825
Provisions	40	—	40	—	40	40
	93 887	77 842	171 729	208 048	4 563	212 611

22. – Information sectorielle

La Société n'a qu'une seule classe d'activité, comme décrit dans le rapport des administrateurs, et opère sur un unique marché géographique, l'EMEA.

23. – Régimes de rémunération des employés

Morgan Stanley maintient divers régimes de rémunération différée en actions et en numéraire au profit de ses employés.

Les attributions dans le cadre de ces régimes sont généralement accordées en janvier suivant l'année de performance.

Plans de rémunération fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres

Morgan Stanley a octroyé des attributions d'unités d'actions restreintes (RSU) en vertu de plusieurs plans de rémunération fondés sur des actions. Ces régimes prévoient le report d'une partie de la rémunération incitative de certains employés actuels et anciens, avec des attributions sous forme de RSU. Les attributions dans le cadre de ces régimes sont soumises à l'acquisition au fil du temps, généralement de six mois à sept ans, et sont généralement subordonnées à la poursuite de l'emploi et soumises à des restrictions sur la vente, le transfert ou la cession jusqu'à la conversion en actions ordinaires. Une attribution peut être perdue en tout ou partie si l'emploi est résilié avant la fin de la période d'acquisition concernée ou annulée après la période d'acquisition dans certaines situations. Les bénéficiaires d'attributions d'actions peuvent disposer de droits de vote, à la discrétion de Morgan Stanley, et généralement recevoir des équivalents de dividendes si les attributions sont acquises, sauf si la réglementation l'interdit.

Au cours de l'exercice, Morgan Stanley a accordé 32 440 RSU (2023 : 48 038 RSU) aux employés de la Société ayant une juste valeur moyenne pondérée unitaire de 84,41 \$ (2023 : 93,38 \$), sur la base de la valeur de marché des actions ordinaires de Morgan Stanley à la date d'attribution.

La charge de rémunération fondée sur les actions comptabilisée au cours de l'exercice est de 3 012 000 \$ (2023 : 3 913 000 \$) comptabilisée dans les « Coûts directs du personnel ». Un crédit supplémentaire de néant (2023 : crédit de 10 000 \$) a également été comptabilisé dans « Frais de gestion d'autres entreprises du Groupe Morgan Stanley liés aux frais de personnel » en vertu des accords de remboursement décrits dans la note 3 « Résumé des politiques comptables importantes ».

Le passif afférent dû à Morgan Stanley à la clôture de l'exercice, comptabilisé en « Dettes fournisseurs et autres dettes » dans l'état de la situation financière, est de 5 199 000 \$ (2023 : 4 593 000 \$) dont 2 108 000 \$ (2023 : 2 012 000 \$) devraient être réglés intégralement dans un délai d'un an et 3 091 000 \$ (2023 : 2 581 000 \$) par la suite.

24. – Engagements de retraite et assimilés

Régimes à cotisations définies

La Société et ses succursales d'Amsterdam, du Luxembourg, de Milan, de Francfort, de Madrid et de Copenhague gèrent des régimes à cotisations définies. Toutes les contributions des régimes sont versées aux fonds ou aux polices d'assurance individuelles, détenues séparément des actifs de la Société et de ses succursales, qui n'ont aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Les cotisations comptabilisées dans « Coûts directs du personnel » dans « Autres dépenses » dans le compte de résultat se sont élevées à 1 552 000 \$ pour l'exercice (2023 : 1 506 000 \$), dont 147 000 \$ étaient provisionnés au 31 décembre 2024 (2023 : 265 000\$).

Tous les régimes susmentionnés sont ouverts à tous les employés éligibles des succursales respectives de la Société.

Régimes à prestations définies

La Société gère également les régimes à prestations définies suivants de Morgan Stanley (« régimes DB ») qui fournissent des prestations de retraite basées sur l'ancienneté et le salaire :

- MSIM FMIL Frankfurt Branch - General Retirement Plan (« le GP ») fermé aux nouveaux membres à partir de 2013, ouvert à l'accumulation des prestations futures pour les membres existants.
- MSIM FMIL Milan Branch - Plan d'indemnité de départ fermé à l'accumulation des prestations futures.
- MSIM FMIL Paris Branch - Indemnités de Fin de Carrière, régime à prestations définies requis par le droit du travail français.

Les valorisations actuarielles complètes les plus récentes des régimes DB ont été réalisées au 31 décembre 2024. La valeur actuelle des obligations à prestations définies a été mesurée à l'aide de la méthode des unités projetées. L'obligation nette de la Société au titre des prestations définies (après déduction de la juste valeur des plans actifs du régime, sous réserve des restrictions liées au plafond sur actifs de la valeur actuelle des obligations) sur l'ensemble des régimes à prestations définies s'élevait à 345 000 \$ (2023 : 556 000\$).

Les actifs du régime représentent les polices d'assurance qui financent le GP de la succursale de Francfort. L'obligation nette définie du GP s'élevait à nulle (2023 : 392 000\$).

Les plans des succursales de Milan et de Paris ne sont pas financés. Lorsque des paiements doivent être effectués, la Société verse une contribution égale à la prestation due. Au 31 décembre 2024, les obligations de prestations définies de ces régimes s'élevaient à 345 000 \$ (2023 : 164 000\$).

25. – Information relative aux parties liées

Rémunération des administrateurs

Les frais relatifs aux services éligibles des administrateurs au bénéfice de la Société ont été supportés directement par la Société et également par une autre entreprise du Groupe Morgan Stanley. Le montant des frais et de la rémunération reçus par les administrateurs concernant leurs services éligibles est indiqué ci-dessous :

(En milliers de dollars.)	2024	2023
Rémunération totale de tous les administrateurs :		
Émoluments cumulés versés à ou à recevoir par les administrateurs au titre des services éligibles	1 392	1 245
Montant en numéraire ou valeur des autres actifs, y compris les actions, payés ou à recevoir par les administrateurs dans le cadre de régimes d'intéressement à long terme concernant les services éligibles	212	131

Cotisations cumulées versées, traitées comme versées ou payables au cours de l'exercice à un régime de retraite en ce qui concerne les services éligibles des administrateurs :

Régimes à contribution définie	2024	2023
Nombre (1)	2	2
(En milliers de dollars.)	32	31

(1) Nombre d'administrateurs pour lesquels des prestations de retraite sont versées en vertu de cette section

26. – Événements après la date de rapport

Il n'y a eu aucun événement significatif depuis la date du rapport.

27. – Approbation des états financiers

Les administrateurs ont approuvé ces états financiers le 17 avril 2025.

VI. – Rapport de l'auditeur indépendant aux membres de MSIM Fund Management (Ireland) Limited

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion sur les états financiers de MSIM Fund Management (Ireland) Limited (« la société »)

Selon nous, les états financiers :

- donnent une image fidèle et sincère des actifs, des passifs et de la situation financière de la société au 31 décembre 2024 et du bénéfice pour l'exercice clos à cette date ; et
- ont été correctement préparés conformément au cadre de reporting financier pertinent et, en particulier, conformément aux exigences de la loi sur les sociétés (Companies Act) de 2014.

Les états financiers que nous avons audités comprennent :

- le compte de résultat ;
- l'état du résultat global ;
- l'état des variations des capitaux propres ;
- l'état de la situation financière ; et

- les notes associées 1 à 27, y compris les informations importantes sur la politique comptable telles qu'énoncées dans la note 3.

Le cadre de reporting financier pertinent qui a été appliqué dans leur préparation est la Loi sur les sociétés (Companies Act) de 2014 et la norme FRS 101 « Cadre de divulgation réduite » émise par le Conseil de reporting financier (« le cadre de reporting financier pertinent »).

Base d'opinion

Nous avons mené notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (Irlande) (ISA (Irlande)) et à la législation en vigueur. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites ci-dessous dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » de notre rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément aux exigences éthiques qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Irlande, y compris la norme éthique émise par l'Autorité irlandaise de surveillance de l'audit et de la comptabilité, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Nous pensons que les preuves d'audit que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fournir une base à notre opinion.

Conclusions relatives à la continuité d'activité

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs de la base de la continuité de l'activité dans la préparation des états financiers est appropriée.

Sur la base du travail que nous avons effectué, nous n'avons identifié aucune incertitude importante relative à des événements ou des conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient mettre en doute la capacité de la société à poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation d'émission des états financiers.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en ce qui concerne la continuité des activités sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Autres informations

Les autres informations comprennent les informations incluses dans le rapport annuel et les états financiers audités, autres que les états financiers et notre rapport d'auditeur les concernant. Les administrateurs sont responsables des autres informations contenues dans le rapport annuel et les états financiers audités. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire explicite dans notre rapport, nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de déterminer si les autres informations sont substantiellement incompatibles avec les états financiers ou avec nos connaissances obtenues lors de l'audit ou semblent être significativement inexactes. Si nous identifions de telles incohérences importantes ou inexactitudes apparentes importantes, nous sommes tenus de déterminer s'il y a une inexactitude importante dans les états financiers ou une inexactitude importante des autres informations. Si, sur la base du travail que nous avons effectué, nous concluons qu'il y a une inexactitude importante de ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration des responsabilités des administrateurs, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère et qu'ils sont par ailleurs conformes à la loi sur les sociétés (Companies Act) de 2014, de même qu'ils sont responsables de tout contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont chargés d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, en faisant état, le cas échéant, des questions liées à la continuité de ses activités et en utilisant la base de la continuité de ses activités, à moins que les administrateurs n'aient l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou ne disposent d'aucune alternative réaliste.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable quant à savoir si les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, et de publier un rapport d'audit qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit mené conformément aux ISA (Irlande) détectera toujours une inexactitude importante lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent découler d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme importantes si, individuellement ou globalement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers est disponible sur le site Internet de l'IAASA à l'adresse suivante : <https://iaasa.ie/publications/description-of-the-auditors-responsibilities-for-the-audit-of-the-financial-statements>. Cette description fait partie de notre rapport d'auditeur.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires**Opinion sur d'autres questions prescrites par la Loi sur les sociétés de 2014**

Sur la seule base des travaux entrepris au cours de l'audit, nous signalons que :

- Nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous jugeons nécessaires aux fins de notre audit.
- Selon nous, les registres comptables de la société étaient suffisants pour permettre un audit sans difficulté et approprié des états financiers.
- Les états financiers sont en accord avec les registres comptables.

Selon nous, les informations fournies dans le rapport des administrateurs sont conformes aux états financiers et le rapport des administrateurs a été préparé conformément à la Loi sur les sociétés de 2014.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus de signaler par exception

Sur la base de notre connaissance et de notre compréhension de la société et de son environnement, acquises au cours de l'audit, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes importantes dans le rapport des administrateurs.

Nous n'avons rien à signaler concernant les dispositions de la Loi sur les sociétés de 2014 qui nous obligent à vous informer si, à notre avis, les divulgations de rémunération et de transactions des administrateurs spécifiées par la loi ne sont pas effectuées.

Utilisation de notre rapport

Le présent rapport est adressé uniquement aux membres de la société, en tant qu'organe, conformément à la section 391 de la loi Companies Act de 2014. Notre travail d'audit a été entrepris afin que nous puissions faire état aux membres de la société des questions que nous sommes tenus de leur signaler dans le rapport d'un auditeur et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que la société et les membres de la société en tant qu'organe, pour notre travail d'audit, pour ce rapport ou pour les opinions que nous avons formées.

[Signature]

Deborah Hunter

Pour et au nom de Deloitte Ireland LLP

Experts-comptables et cabinet d'audit légal

Deloitte & Touche House, 29 Earlsfort Terrace, Dublin 2

Le 22 avril 2025

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.